



ASSEMBLÉE NATIONALE

14ème législature

Mali

Question au Gouvernement n° 2673

Texte de la question

SITUATION AU MALI

M. le président. La parole est à Mme Valérie Fourneyron, pour le groupe socialiste, républicain et citoyen.

Mme Valérie Fourneyron. Ma question s'adresse à M. le ministre des affaires étrangères et du développement international.

Monsieur le ministre, le Mali est sous le choc, frappé deux fois en trois jours par le terrorisme le plus abject.

Le 7 mars dernier, cinq personnes ont été abattues dans l'attaque d'un bar-restaurant à Bamako. Trois Maliens, un Belge et un de nos compatriotes y ont perdu la vie. Clairement, c'était la communauté des expatriés qui était visée.

Le lendemain, c'est un camp de la mission des Nations unies pour la stabilisation du Mali qui a été visé à Kidal, dans le nord du pays. Un casque bleu est décédé mais, aussi, des civils, dont deux enfants.

Je veux exprimer ici toute notre solidarité avec les familles des victimes dans le deuil qui les frappe.

La France, plus que jamais, se tient aux côtés du Mali pour retrouver les auteurs de ces crimes et pour lutter contre le terrorisme djihadiste qui, sous toutes ses formes, gangrène la région.

Dans le cadre des opérations Serval, puis Barkhane, nos forces armées sont déjà mobilisées aux côtés des autorités maliennes, mais aussi mauritaniennes, nigériennes, tchadiennes et burkinabées pour apporter une réponse régionale et coordonnée aux défis sécuritaires et aux menaces de chaos que font peser les groupes armés terroristes en Afrique. Nous sommes aux avant-postes.

Dans ce contexte, l'accord de paix et de réconciliation paraphé à Alger le 1er mars dernier entre le Gouvernement malien et les groupes séparatistes du Nord-Mali représente un véritable espoir de sécurité et de stabilité durables pour toute la région. C'est pour cela que les terroristes n'en veulent pas.

L'Algérie a été le médiateur de cet accord, la France et l'Union européenne en ont été les amis. En effet, ne nous y trompons pas : la sécurité de l'Afrique, c'est notre sécurité. Derrière les attaques sur le sol africain, la cible ultime des terroristes, c'est l'Europe.

Monsieur le ministre, pouvez-vous nous dire comment la France va s'investir pour assurer la signature et la réussite des accords d'Alger ? Pouvez-vous nous en rappeler les enjeux pour la sécurité et la démocratie ?
(Applaudissements sur quelques bancs du groupe SRC.)

M. le président. La parole est à M. le ministre des affaires étrangères et du développement international.

M. Laurent Fabius, *ministre des affaires étrangères et du développement international*. Madame la députée, vous avez rappelé avec précision les circonstances dramatiques de ces derniers jours : huit morts dans deux attentats. Avec vous, je veux dire notre solidarité aux familles de toutes les victimes, et en particulier à celle de notre compatriote Fabien Guyomard.

L'enquête est en route et nous avons pris des dispositions afin de renforcer la sécurité, en particulier à Bamako.

Certes, nous ne savons pas encore qui sont exactement les auteurs de ces faits mais le sens de ces attaques est extrêmement clair : c'est précisément au moment où la paix est à portée de main que les terroristes veulent attaquer la paix.

Dès lors, pour répondre à votre question, le sens de notre action doit être extrêmement clair.

Voilà quelques jours, sous médiation algérienne, un texte de paix et de réconciliation a pu être mis au point après bien des efforts. La France appelle toutes les parties à le soutenir.

S'agissant du Gouvernement de Bamako, c'est fait. Reste à convaincre un certain nombre de groupes du Nord, ce à quoi nous nous employons.

La leçon de tout cela est très claire : c'est précisément au moment où la paix est à portée de main que les terroristes veulent la mettre à bas.

Eh bien, c'est à ce moment-là que la France doit soutenir cet accord de paix ! (*Applaudissements sur les bancs du groupe SRC.*)

Données clés

Auteur : [Mme Valérie Fourneyron](#)

Circonscription : Seine-Maritime (1^{re} circonscription) - Socialiste, écologiste et républicain

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 2673

Rubrique : Politique extérieure

Ministère interrogé : Affaires étrangères

Ministère attributaire : Affaires étrangères

Date(s) clé(s)

Question publiée au JO le : [12 mars 2015](#)

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue au Journal officiel du [12 mars 2015](#)